

LE SAHARA ET LE SAHEL DANS LA POLITIQUE ALGÉRIENNE TERRITOIRES MENACÉS, ESPACES MENAÇANTS

SALIM CHENA *

Le Sahara et le Sahel occupent une place particulière dans la politique algérienne, intérieure comme extérieure. En effet, le Sahara algérien était déjà l'un des enjeux majeurs lors des négociations des Accords d'Évian et est, aujourd'hui, un espace de lutte politique interne. Les rivalités politiques et stratégiques dans l'aire sahélo-maghrébine ont amené Alger à développer des stratégies d'influences. Récemment, la déstabilisation de la région, sous l'effet des groupes narcoterroristes, des revendications touarègues et de la chute de Kadhafi, oblige le régime d'Alger à répondre aux incertitudes posées par cette situation inédite pour maintenir sa position hégémonique.

La relation qu'entretient l'Algérie avec le Sahara et le Sahel couvre aussi bien le grand Sud de son territoire que ses périphéries politiques et sociales. Les liens qui l'unissent à ces « Suds » sont de natures diverses¹ : liens transnationaux des Touaregs algériens, échanges économiques informels et illégaux, enjeux de puissance et de sécurité locaux, régionaux et internationaux. L'espace saharo-sahélien, en outre, est l'objet de représentations concurrentes qui l'envisagent tantôt comme un espace dangereux à contrôler, ou un territoire de lutte idéologique, tantôt comme une région menacée par des problématiques environnementales et humaines. La militarisation de la région s'est concrétisée lors du déclenchement du conflit malien en janvier 2012, puis avec l'intervention française et africaine au nord du Mali

* IEP DE BORDEAUX, CHERCHEUR ASSOCIÉ AU LAM (LES AFRIQUES DANS LE MONDE).

¹ Salim Chena, « L'Algérie : de la puissance idéologique à l'hégémonie sécuritaire », in Alain Antil, Mansouria Mokhefi, *Le Maghreb et son Sud : vers des liens renouvelés*, Paris, IFRI/CNRS Éditions, 2012.

un an plus tard. La chute du régime de Kadhafi a également favorisé sa déstabilisation, avant que la difficile reconstruction d'un pouvoir central n'en fasse un espace de repli pour une partie des groupes terroristes. Les bouleversements politiques et stratégiques au Maghreb ont formé une conjoncture favorable à l'expression de dynamiques anciennes dans les États voisins², tandis qu'un front social, politique et militaire s'est ouvert sur le Sahara algérien. La recomposition de l'hégémonie algérienne sur ses périphéries sud fait de ces dernières un enjeu de sécurité politique et militaire, car ces évolutions remettent en cause les conceptions traditionnelles de la souveraineté et de l'influence de la classe dominante algérienne.

Pourtant, l'hégémonie algérienne reposait sur sa contribution à la sécurisation³ de la région par un discours la décrivant comme une région menace, un problème de sécurité dont les États concernés devaient se saisir, et sa participation aux institutions militaires régionales en collaboration avec les puissances extrarégionales. L'absence d'organisation interétatique unissant pays d'Afrique du Nord et pays sahéliens se rapporte aussi bien à la disjonction culturelle artificielle héritée de la reconstruction socioterritoriale coloniale qu'à la redirection des échanges régionaux vers l'extérieur. Les rivalités stratégiques régionales et les dynamiques sociopolitiques locales sont aujourd'hui intégrées à la scène de la lutte antiterroriste globale, au sein de laquelle l'Algérie est parfois perçue comme réticente et peu fiable. L'appareil diplomatique algérien s'est, lui, sclérosé sous l'effet de la bureaucratisation, de la cooptation et de l'évolution du pouvoir⁴. La politique saharienne et sahélienne de l'Algérie doit donc s'adapter à des contextes intérieur et extérieur en mouvement alors que sa projection économique formelle insuffisante et son isolement politique la privent de certains atouts.

² Salim Chena, Antonin Tisseron, « Ruptures d'équilibre au Mali. Entre instabilité et recompositions », *Afrique contemporaine*, n° 245, 2013, p. 71-84.

³ Ole Waever, « Securitization and Desecuritization », in Ronnie D. Lipschutz, *On Security*, New York, Columbia University Press, 1995, p. 45-86.

⁴ Entretien de Mohamed Chafik Mesbah, *Le Soir d'Algérie*, 4-8 novembre 2012. Il faudrait aussi noter qu'Abdelkader Messahel, ministre des Affaires maghrébines et africaines et cheville ouvrière de la diplomatie régionale algérienne, a été hospitalisé en Belgique près de trois mois suite à une rupture d'anévrisme.

L'hégémonie algérienne dans l'aire saharo-sahélienne tient aussi à des facteurs extrarégionaux relatifs à l'ordre international, son contenu moral, l'état de développement de ses capacités productives, son état financier... La manne des hydrocarbures ne vaut que si elle est exportée, ses bénéfices que s'ils sont réinvestis dans de grands contrats d'infrastructures ou l'achat de dettes européenne et américaine ; la forme de l'État algérien n'est tenable que si elle est acceptée ou jugée utile. Les forces sociales – le troisième élément de l'analyse structurelle de l'hégémonie de Robert Cox⁵ – constituent les groupes sociaux dont dépendent le changement ou la continuité d'un ordre ; dans le cas de la classe dominante algérienne, celle-ci recherche son autopréservation en tant que classe dirigeante, se socialise au sein de la classe dominante transnationale⁶, fonctionne par cooptation autour de cercles définis par l'origine ou l'appartenance à un corps ou groupe social⁷. Dans ce contexte, souveraine des choix et orientations politiques du pays, la classe dirigeante algérienne met en avant son savoir-faire sécuritaire et ses ressources financières pour perdurer dans un ordre international conflictuel et en crise financière et défendre ses ambitions régionales d'hégémonie. Les dernières évolutions du système monde mettent donc à l'épreuve les stratégies de l'État algérien et les stratégies au sein de l'État algérien.

Une hégémonie sécuritaire en redéfinition

L'histoire contemporaine de l'Algérie explique la prédominance de l'aspect sécuritaire dans sa politique extérieure. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, le terrorisme islamiste transnational est l'objet d'une lutte globale dans un

⁵ Robert Cox, « Social forces, States and World Orders : Beyond International Relations Theory », *Millenium*, vol. 10, n° 2, 1981, p. 126-155 ; également : « Gramsci, Hegemony and International Relations : An Essay in Method », *Millenium*, vol. 12, n° 2, p. 162-175.

⁶ Cela renvoie dans une certaine mesure aux analyses de Johan Galtung sur les relations entre les centres et les périphéries ; Johan Galtung, « A Structural Theory of Imperialism », *Journal of Peace Research*, vol. 8, n° 2, p. 81-117.

⁷ Isabelle Werenfels, *Managing instability in Algeria. Elites and political change since 1995*, Londres, Routledge, 2007 ; Abdelkader Yefsah, « L'armée et le pouvoir en Algérie de 1962 à 1992 », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 65, 1992, p. 77-95.

contexte de crise économique internationale. Ces thématiques ont permis à l'Algérie de réintégrer la scène internationale après une décennie de guerre civile, de diffuser ses options sécuritaires après les critiques quant aux violations des droits humains et de profiter de la hausse des prix des hydrocarbures pour accumuler des réserves de change de près de 200 milliards de dollars. Tandis qu'il y a une vingtaine d'années, l'Algérie était l'objet des politiques d'ajustement structurel des institutions financières internationales, elle a désormais remboursé la majeure partie de sa dette après des négociations avec ses créanciers entre 2004 et 2006. Revendication ancienne de la diplomatie algérienne, celle-ci a soutenu un projet de loi de l'Union africaine en 2011 et applaudi une déclaration des membres du G8 en 2013, sur demande de la Grande-Bretagne, rejetant le paiement de rançons aux groupes terroristes⁸. L'Algérie a accueilli par ailleurs les sessions plénières, en novembre 2011 et juin 2013, du groupe de travail sur le Sahel du Forum global de lutte contre le terrorisme de l'Organisation des Nations unies, qu'elle copréside avec le Canada. Selon Robert Cox, l'hégémonie repose sur la relation entre les institutions, les idées et les forces matérielles ; sur les plans sécuritaire et financier, l'Algérie possède deux avantages : d'une part, son expérience dans la lutte antiterroriste et ses forces pléthoriques ; d'autre part, ses marges financières. Enfin, Alger abrite le Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (CAERT), avec la participation de l'Union africaine et des États-Unis, qui diffuse ses représentations.

La propagation du terrorisme islamiste au Sahel est une conséquence de la guerre civile algérienne des années 1990 et du début des années 2000⁹. La montée du Front islamique du salut (FIS), après la fin du régime de parti unique à la suite des émeutes de 1988, a entraîné l'annulation des élections législatives de 1991 que le FIS allait remporter : entre les divisions internes du parti islamiste, les craintes du haut commandement militaire et l'impréparation des forces de sécurité, l'engrenage de la violence s'enclenchait. En janvier 1992, l'armée prévoyait

⁸ *Liberté*, 19 juin 2013.

⁹ Luis Martinez, *La guerre civile en Algérie. 1990-1998*, Paris, Karthala, 1998 ; Aïssa Khelladi (Amine Touati), *Algérie, les islamistes à l'assaut du pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995 ; Salim Chena, Antonin Tisseron, « Violence politique et lutte antiterroriste en Algérie », *Dynamiques internationales*, n° 7, octobre 2012.

60 000 morts¹⁰... Incapables de contrôler les centres urbains jusqu'en 1995 et faisant face à la violence et la multiplication des groupes armés, l'armée, la police, la gendarmerie et les services de sécurité finissent par repousser les terroristes hors des villes, utilisent les rivalités entre groupes armés pour qu'ils s'entretuent et poursuivent une stratégie de cooptation et d'une partie des élites islamistes et d'anciens chefs de maquis. Surtout, en plus de leur rôle politique, les forces de sécurité assoient leur pouvoir sur la société et l'économie. Rappelé par les généraux en 1999, Abdelaziz Bouteflika lancera une politique de réconciliation et de concorde, absolvant aussi bien les terroristes que les militaires, et cherchera à coopter ses propres relais dans l'islam traditionnel.

Au début des années 2000, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), fondé en 1998 par Hassan Hattab, est la plus importante scission des Groupes islamiques armés (GIA), décimés par l'Armée islamique du salut¹¹ (AIS) et les forces de sécurité, laminés par les dissidences ou redditions, et sans soutien populaire. Dans le contexte des guerres en Afghanistan et en Irak, deux tendances s'opposent au sein du GSPC. Les partisans d'une internationalisation du jihad l'emportent progressivement en marginalisant Hattab, qui n'est déjà plus émir en 2003. En 2006, Abdelmalek Droukdel, dit Abou Moussab Abdel Wadoud, annonce le ralliement du GSPC à Al Qaïda, avant que le groupe ne soit adoubé par Ayman Al Zawahiri début 2007. L'ombre du GSPC s'était déjà manifestée en 2003 lorsqu'Abderrazak El Para avait kidnappé 32 touristes européens à Illizi, dans le Sahara algérien, suscitant de nombreuses interrogations quant à sa concomitance avec l'intensification de la présence militaire

¹⁰ En janvier 1992, l'armée prévoyait 60 000 morts comme l'a révélé l'éditorialiste Maâmar Farah dans *Le Soir d'Algérie* du 13 août 2012 : « Je me souviens du jour où notre directeur de la publication avait été invité au ministère de l'Information dirigé alors par feu M. Belkaïd. Il assistait à cette réunion où l'on récoltait les avis des patrons de presse sur le prochain et imminent arrêt du processus électoral. À son retour, il nous appela en urgence [les actionnaires du *Soir d'Algérie*] pour nous mettre au parfum. Et je me rappelle qu'il avait dit que les prévisions faisaient état de 60 000 morts. »

¹¹ Fondée entre 1993 et 1994, elle représentait la branche armée de la partie modérée du FIS à la suite de la prise du contrôle par les radicaux salafistes djihadistes et takfiristes des premiers GIA. L'AIS fut dirigée par Madani Mezrag, qui a négocié avec Smaïl Lamari, chef du contre-espionnage, une trêve et une alliance tacite avec le pouvoir en 1997.

américaine en Afrique de l'Ouest et au Sahel¹². L'image d'un espace sahélo-saharien aussi vaste que complexe, parcouru par de fanatiques terroristes enturbannés juchés sur des *pick-up* surmontés de mitrailleuses, allait s'imposer¹³ et accompagner la mise en œuvre, toujours plus poussée, de programmes de coopération et de formation militaire multilatéraux, jusqu'au déploiement de drones américains au Burkina Faso depuis 2009¹⁴. En conséquence, d'une part, les groupes terroristes sont repoussés hors de leur territoire, la menace étant confinée aux maquis du nord, et d'autre part, Alger peut développer sa rente sécuritaire dans les relations internationales.

Depuis l'abandon du projet de traité d'amitié, suite au vote de la loi du 23 février 2005 sur le rôle positif de la colonisation, les relations algéro-françaises se sont dégradées autour des questions migratoires, de la mémoire ou des dossiers hérités de la guerre civile. L'image de l'Algérie auprès de la diplomatie française était au plus bas, comme l'avait révélé *Valeurs actuelles* en septembre 2011 : lors de la 19^e conférence des ambassadeurs, l'on parlait de « pays pathétique », qui « fait de la peine à voir », d'un « bloc monolithique » composé de « deux cents têtes », et qui peut constituer un « mastodonte qui va nous gêner »¹⁵. La précipitation des événements entre janvier 2012 et 2013, l'échec de la stratégie de négociations algériennes et sa politique des petits pas isolent Alger de la résolution de la crise au profit de la CEDEAO, appuyée par la France. Peu après l'intervention française, Alger désavoue finalement les groupes « qui remettent en cause l'intégrité territoriale du pays ou qui choisissent le camp des terroristes » et les estime « disqualifiés » pour les négociations

¹² Pierre Abramovici, « Activisme militaire de Washington en Afrique », *Le Monde diplomatique*, juillet 2004 ; Salima Mellah, Jean-Baptiste Rivoire, « Enquête sur l'étrange "Ben Laden du Sahara" », *Le Monde diplomatique*, février 2005 ; Jeremy Keenan, *The Dark Sahara. America's War on Terror in Africa*, Londres, Pluto Press, 2009.

¹³ James Der Derian, « Imaging Terror : Logos, Pathos and Ethos », *Third World Quarterly*, vol. 26, n° 1, 2005, p. 23-37.

¹⁴ Il s'agit de l'opération de surveillance et de reconnaissance Creek Sand ; voir Adrien Hart, « Une guerre des drones pour éteindre l'incendie islamiste », *Slate Afrique*, 2 octobre 2012 ; voir également *Global Security* : <http://www.globalsecurity.org/intell/systems/creek-sand.htm>

¹⁵ *Dernières Nouvelles d'Algérie*, 20 septembre 2011.

futures¹⁶. Le voyage officiel de François Hollande en Algérie, au mois de décembre précédent, a permis d'aplanir les différends, de relancer substantiellement la coopération bilatérale et de faire accepter à l'Algérie une intervention au Mali qu'elle ne pouvait plus empêcher après de longs mois passés par Paris à mobiliser ses partenaires¹⁷.

Le Sahara algérien dans un vent de sable

Ce premier levier de la politique extérieure de l'Algérie sur les scènes régionale et internationale est systématiquement mis en avant par les diplomates et officiels étrangers de passage, et applaudi par la presse locale. La revue de l'Armée nationale populaire (ANP), *El Djeich*, a publié un éditorial expliquant l'importance stratégique du Sahara algérien et du Sahel, qui découlent des situations tunisiennes, libyennes et maliennes¹⁸. Deux nouvelles sous-régions militaires sont créées le 5 juillet 2012 : rattachées aux IV^e et VI^e régions militaires, respectivement basées à Ouargla et Tamanrasset, elles ont pour tâche la surveillance des frontières et la protection du territoire¹⁹. Elles disposent de postes-avancés des gendarmes gardes-frontières, abritant des troupes d'intervention dotées de moyens aériens²⁰. Le Sahara algérien est donc également en voie de militarisation dans la mesure où le ministre délégué à la Défense – Bouteflika étant détenteur du poste de ministre – a obtenu une plus grande autonomie administrative, financière et centralise l'information²¹. La reprise en main de l'appareil sécuritaire et des affaires militaires pressantes par l'ancienne aile éradicatrice témoigne de l'importance stratégique d'une région longtemps négligée, en termes infrastructuraux, au-delà de la production d'hydrocarbures.

¹⁶ *Tout Sur l'Algérie*, 21 février 2013.

¹⁷ La décision d'intervenir militairement aurait été prise fin octobre 2012 par François Hollande selon Vincent Jauvert et Sarah Halifa-Legrand dans un article paru dans le *Nouvel Observateur* du 7 février 2013 ; disponible ici : <http://globe.blogs.nouvelobs.com/archive/2013/02/08/mali-histoire-secrete-d-une-guerre-surprise.html> ; l'Algérie aurait également ouvert son espace aérien aux avions français (*Liberté*, 22 janvier 2013).

¹⁸ *L'Expression*, 25 août 2012.

¹⁹ *Tout sur l'Algérie*, 23 juin 2012.

²⁰ *Tout sur l'Algérie*, 6 juillet 2007.

²¹ *Tout sur l'Algérie*, 28 novembre 2012.

La présence de groupes terroristes et de réseaux de contrebande et de trafics divers n'est pas nouvelle dans l'espace saharo-sahélien. Dès 1998, des cellules issues des GIA tentant de s'implanter au Niger sont signalées²². Mokhtar Belmokhtar, ancien poids lourd du GSPC et d'AQMI, contrebandier notoire, apparaît comme l'artisan de l'enracinement du djihadisme au Sahara-Sahel depuis son appartenance aux GIA dans les années 1990 ; il dirige aujourd'hui un groupe indépendant, *Les Signataires par le sang*, depuis sa rétrogradation et son exclusion d'AQMI à la fin 2012. En épousant une Bérabiche, il tisse des liens avec les communautés locales, recrute et s'appuie sur des combattants sahéliens²³. Outre une attaque contre la prison de Niamey appuyant l'évasion de plusieurs détenus terroristes en juin 2013, il a commandité la prise d'otages sur la base gazière d'In Amenas, en Algérie, au mois de janvier précédent. La prise d'otages a donné lieu à un violent assaut des forces algériennes, entraînant la mort de 29 terroristes et d'au moins 37 otages. Parmi les leaders de l'attaque, il y a deux Sahéliens proches de Belmokhtar, et deux Algériens, dont Lamine Boucheneb. Celui-ci était émir du *Mouvement des Fils du Sahara pour la justice islamique* (MFSJI) : un premier groupuscule attaque l'aéroport de Djanet, le 8 novembre 2007, sous des motifs sociaux, réclamant plus d'investissements publics et de développement pour les régions du Sud. Grâce à des négociations par le biais des notabilités locales, le groupe cesse ses activités, mais un noyau dur, dirigé par Boucheneb, déclare reprendre les hostilités en septembre 2011 sous la bannière salafiste djihadiste²⁴. Excepté cet aspect local, l'attaque d'In Amenas revêt un caractère spectaculaire et inédit ; elle était destinée à marquer les esprits et à favoriser une démonstration de force de la part des camps en présence. Les quelques critiques, notamment britanniques et japonaises, quant à la violence de l'assaut se sont ainsi rapidement tues, même lors de visites diplomatiques ultérieures.

Le Sahara algérien est, en outre, menacé par le *Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest* (MUJAO), une scission d'AQMI datant de l'automne 2011 et composée essentiellement de

²² André Bourgeot, « Le Sahara : espace géostratégique et enjeux politiques (Niger) », *Autrepart*, n° 16, 2000, p. 45-46.

²³ Henri Plagnol, François Loncle, *La situation sécuritaire dans les pays de la zone sahélienne*, Assemblée nationale, rapport d'information n° 4431, 6 mars 2012, p. 118.

²⁴ *Le Figaro*, 20 janvier 2013.

Sahéliens ; ses dirigeants sont proches de Belmokhtar à l'image du Malien bérabiche Our Ould Hamaha, dit le « barbu rouge », qui est un ancien lieutenant de Belmokhtar au sein d'AQMI²⁵. Le MUJAO est sous le patronage idéologique du Mauritanien Hamada Ould Mohamed Ould Kheïrou, dirigeant la commission juridique du groupe, qui a également des liens avec Belmokhtar²⁶. Lors de la prise de Gao, le groupe enlève sept diplomates algériens du consulat local en avril 2012 – tandis que trois sont libérés durant l'été, en septembre le groupe annonce avoir exécuté le vice-consul. Il réalise aussi deux attentats suicides en Algérie, en mars à Tamanrasset et en juin à Ouargla, contre les postes de gendarmerie et des services de sécurité. Les personnalités du groupe collaboraient avec AQMI dans son entreprise d'enlèvement et sont réputés proches de la criminalité organisée transnationale : « Bilal Hicham », un Nigérien noir dirigeant une *katiba*, a fait défection et est rentré au Niger en dénonçant l'implication du MUJAO dans le trafic de drogue²⁷.

Le préfet d'Illizi, en janvier 2012, avait été brièvement kidnappé lors d'un déplacement avant d'être libéré en territoire libyen par un groupe révolutionnaire. Il s'avère qu'il aurait été enlevé par trois jeunes Algériens, qui auraient essayé de fuir en Libye pour semer les forces de sécurité et/ou tenter de le monnayer... Dans la région tunisienne de Kasserine, le djebel Chaâmbi a été investi par les djihadistes tunisiens proches d'AQMI et des salafistes d'Ansar Al Charia, à quelques kilomètres de la frontière algérienne, sous le nom de *katiba* Okba Ibn Nafaa : dans le contexte d'une régionalisation de la menace terroriste, entre Maghreb et Sahel, la constitution de liaisons opérationnelles entre différents groupes est probable. Selon le renseignement français, le Sud libyen abrite plusieurs centres de formation des groupes terroristes proches de la frontière algérienne²⁸. La frontière est de l'Algérie, recouvrant les Sahara tunisien et libyen, devient l'un des paramètres importants de la politique saharo-sahélienne du pays. Les économies grises²⁹ y

²⁵ *L'Express.fr*, 4 octobre 2012.

²⁶ *JeuneAfrique.com*, 3 octobre 2012.

²⁷ *RFI.fr*, 9 novembre 2012.

²⁸ *Le Canard enchaîné*, 5 juin 2013.

²⁹ Mansouria Mokhefi, « L'Algérie face aux dérives intérieures et extérieures de l'économie grise », in Alain Antil, Mansouria Mokhefi, *Le Maghreb et son Sud : vers des liens renouvelés*, Paris, IFRI/CNRS Éditions, 2012, p. 212-232.

prospèrent, générant toutes sortes de liens et d'échanges, souvent amalgamés, mais de nature très diverse. Le trafic d'armes légères et de munitions est florissant, surtout depuis la dispersion des arsenaux de Kadhafi. Plus généralement, la contrebande entre l'Algérie et ses voisins s'appuie principalement sur les différentiels de prix entre le marché algérien subventionné et les marchés de destination³⁰ ; selon des statistiques bancaires, 80 % du total des importations sont réalisés par seulement 20 importateurs³¹. La seule gendarmerie nationale a saisi 73 tonnes de haschich en 2012, et déjà 45 au premier semestre 2013³². Les pénuries de carburant dans les départements frontaliers ne sont pas fortuites : selon le ministre algérien de l'Intérieur, 25 % du carburant serait exporté illégalement vers les pays voisins³³, alors que le pays est déjà importateur. Tout cela n'inclut pas les produits de consommation courante ou les médicaments. L'Algérie semble donc soutenir l'ensemble du marché régional. Or, cette contrebande et ces trafics illégaux jouissent très certainement de complicités au sein des autorités des pays de la région, contribuant ainsi à miner l'État de l'intérieur, son fonctionnement et sa légitimité.

Cela apparaît clairement aux jeunes et aux travailleurs du Sahara algérien. La *Coordination nationale de défense des droits des chômeurs* (CNDDC), dont Tahar Belabbes est la figure de proue, est née à Ouargla et y a organisé plusieurs manifestations pacifiques, tout en déjouant habilement les accusations de régionalisme du pouvoir et en étendant son champ d'action. Sans compter les innombrables émeutes localisées que connaît l'ensemble du territoire, l'action de la CNDDC, parmi d'autres, met en branle un renouvellement des pratiques de la mobilisation de la société civile et, plus généralement, de la scène politique algérienne. Car, si une partie de la grande corruption est étalée opportunément sur la place publique dans le cadre de rivalités politiques, c'est chez elle que la petite trouve sa légitimation morale. La répartition des logements publics en est le meilleur exemple³⁴.

³⁰ *El Watan*, 16 juillet 2013.

³¹ *Le Soir d'Algérie*, 3 janvier 2013.

³² *L'Expression*, 17 juin 2013.

³³ *Tout sur l'Algérie*, 14 juillet 2013.

³⁴ Le chroniqueur Chawki Amari expliquait, en exagérant à peine, le problème de la répartition du logement social comme suit : « Sur un quota initial de 100 logements, par exemple, le *wali* [préfet] en prend 10 pour lui, son chauffeur 3 et la maîtresse du premier 2. Le chef de

Comme à Laghouat en 2011, où des émeutes éclatèrent après la publication d'une liste de 98 familles sur laquelle se trouvaient 25 noms d'une même famille et seulement ceux de 14 familles du département³⁵... Les sites d'exploitation d'hydrocarbures de Hassi Messaoud ou Hassi R'Mel sont aussi des lieux d'agitation sociale, de grèves et de revendications croissantes : les personnels algériens des sous-traitants des compagnies étrangères et de la Sonatrach dénoncent les écarts salariaux et leurs conditions de travail, tandis que les jeunes chômeurs du cru accusent le népotisme et la corruption de leur exclusion du marché du travail local.

C'est pourquoi Alger a annoncé l'octroi d'avantages socioéconomiques spécifiques aux régions sud : priorité d'accès à l'emploi, facilitation du crédit, subventions au transport des produits de consommation, augmentation salariale³⁶... Ces mesures exceptionnelles constituent la norme de la gestion des crises sociopolitiques : les dernières en date ont été prises et annoncées à la suite des émeutes de janvier 2011 et des mouvements qui ont suivi. Le Sahara algérien est désormais construit et envisagé comme un problème de sécurité, nécessitant des mesures particulières, dans un contexte régional incertain et un climat national maussade.

La position de l'Algérie au Sahel

La position de l'Algérie au Sahel tient à sa profondeur géographique, aux migrations et aux échanges³⁷ qu'elle suscite,

daïra en veut 5 pour son cousin et un ami qui a des problèmes avec sa femme. Arrive la présidence qui en veut 10 pour raison d'État, puis le DRS qui en réquisitionne 20, les neveux de moudjahidine, 10. Le général de région, même s'il a déjà 3 appartements et a fait construire sa villa gratuitement par les *djounoud* [soldats], en veut aussi pour lui et ses amis. Disons 5. Ensuite les mafieux, bien installés dans l'État, en récupèrent 25 pour les revendre aussitôt au prix du marché. Au final, il reste 10 logements, sur les 100 à l'origine, pour des milliers de demandeurs. Maintenant, battez-vous. La boucle est bouclée. L'État génère de la violence et y répond avec violence » (*El Watan*, 28 juin 2011).

³⁵ *Dernières Nouvelles d'Algérie*, 8 janvier 2012.

³⁶ *Tout sur l'Algérie*, 11 mars 2013 ; *El Watan*, 3 juin 2013.

³⁷ Ali Bensaâd, « L'immigration en Algérie. Une réalité prégnante et son occultation officielle », in Ali Bensaâd (dir.), *Le Maghreb à l'épreuve des migrations subsahariennes. Immigration sur émigration*,

à l'image des relations transnationales des Touaregs algériens, notamment Kel Adagh. Bien que surveillée et encadrée, la population touarègue algérienne, au travers de ses chefs traditionnels, s'est trouvée rapidement intégrée aux institutions qui cherchaient à accompagner la modernisation du Sahara et assurer la paix sociale³⁸. Cela est perçu comme une question intérieure : cette attitude ne détermine en rien la relation de l'Algérie avec les Touaregs sahéliens, au-delà d'un discours de principe sur la reconnaissance culturelle – qu'elle n'applique elle-même que sélectivement. La structure géopolitique de l'aire sahélo-maghrébine favorise les approches bilatérales dans les relations régionales du fait des rivalités idéologiques et interétatiques, et un multilatéralisme opportuniste dans les institutions régionales, continentales et internationales. La recherche d'alliances ou d'appuis, y compris extrarégionaux, entre ainsi dans des stratégies locales et régionales³⁹. C'est pourquoi, lors de la première rébellion touarègue malienne de 1963, Alger accorda un droit de poursuite à Bamako contre les rebelles et lui livra les leaders de l'insurrection : le Mali était un pays socialiste et avait soutenu les indépendantistes algériens, notamment l'entrée des troupes algériennes au Sahara. Le contexte actuel l'incite à accompagner du bout des lèvres les changements que connaît la région, afin de ne pas jouer l'arrière-garde, et de satisfaire aux exigences internationales de libéralisation politique en préparant une transition de façade pourtant déjà inévitable.

Les relations algéro-marocaines ont connu un certain réchauffement à partir des révoltes arabes de 2011 : plusieurs visites ministérielles, un accord gazier, une campagne médiatique sur la réouverture des frontières terrestres, l'intensification des

Paris, Karthala, 2009, p. 15-42 ; Sassia Spiga, « Aménageurs et migrants dans les villes du Grand Sud algérien », *Autrepart*, n° 36, 2005, p. 81-103. Sur le cas de Tamanrasset, Dida Badi, « Le rôle des communautés sahéliennes dans l'économie locale d'une ville saharienne : Tamanrasset (Sahara algérien) » (p. 259-277), et Dalila Nadi, « Installations dans une ville de transit migratoire. Le cas de la ville de Tamanrasset en Algérie » (p. 279-295), in Élisabeth Boesen, Laurence Marfaing (dir.), *Les nouveaux urbains dans l'espace Sahara-Sahel. Un cosmopolitisme par le bas*, Paris-Berlin, Karthala-ZMO, 2007.

³⁸ Dida Badi, « Les Touaregs algériens et l'État central », *Dynamiques internationales*, n° 7, octobre 2012.

³⁹ Salim Chena, « Le Maghreb après les indépendances : (re)définition, (re)composition, (re)construction », *L'Espace politique*, n° 18, 2012.

négociations de Manhasset sur le Sahara occidental... Celles-ci n'ont, pourtant, toujours pas entraîné d'avancées notables à leur septième round en juin 2011 autour de ce qui reste le conflit irrésolu le plus ancien en Afrique. Tandis qu'Alger et le front Polisario montrent du doigt les violations des droits humains des forces de sécurité marocaines et en appellent aux décisions de l'Organisation des Nations unies (ONU), Rabat dénonce l'intransigeance de ses interlocuteurs et les accointances de membres du Polisario avec le crime transnational. Le conflit est, de fait, gelé du fait des rigidités des perceptions, de l'ancienne rivalité algéro-marocaine, des dynamiques internes du Polisario et de sa relation à l'ensemble sahraoui... : ce qui en fait le principal frein à l'intégration régionale⁴⁰. L'affaiblissement du Polisario, celui de sa cause, les désaccords et le renouvellement générationnel ont accompagné la perte de sa cohérence interne et la criminalisation de ses marges : sultan Ould Badi, ancien cadre Polisario, est aujourd'hui considéré comme l'un des leaders du MUJAO, mais également comme l'un des responsables du trafic de cocaïne dans la région. Ce soutien inconditionnel de l'Algérie au Polisario et les avancées récentes à l'ONU se rapportent aux intérêts stratégiques de la classe dirigeante algérienne qui possède la haute main sur ces dossiers. Cependant, si Alger peut se satisfaire d'un relatif isolement, l'Algérie ne saurait rester en marge des évolutions politiques, économiques, sociales et culturelles de son environnement.

Hormis la corruption d'une partie de ses élites et la politique de puissance de ses dirigeants, l'inaction algérienne au Sahel peut s'expliquer par sa volonté de contrôler les ressources naturelles inexploitées du Nord-Mali en évinçant la concurrence⁴¹. La Sonatrach est bien présente, à plusieurs niveaux, dans les différents pays de la région et il est vrai que la capacité et l'état des infrastructures, l'investissement étranger et les découvertes significatives ont été peu encourageants, sur fond d'augmentation constante de la demande intérieure. Le bassin de Taoudenni, perçu comme l'un des sites les plus prometteurs, est un lieu d'exploration depuis plusieurs années : partenaires, la compagnie nationale

⁴⁰ Laurence Aïda Ammour, *L'intégration régionale au Maghreb à l'épreuve du conflit gelé du Sahara occidental*, The Maghreb Center, Washington, 10 février 2010.

⁴¹ Entretien de Pierre Boilley, *Rue89*, 5 avril 2012 ; Gael Baryin, *Dans les mâchoires du chacal. Mes amis touaregs en guerre au Nord-Mali*, Paris, Le Passager clandestin, 2013, p. 63-64.

algérienne Sonatrach et l'italienne ENI s'en sont officiellement retirées en 2013, la première invoquant des questions de sécurité, la seconde le potentiel insuffisant du site⁴² ; ce qui représente une perte d'environ 60 millions de dollars⁴³. Le groupe privé algérien Cévital a, lui, ouvert des négociations avec le Mali pour investir dans l'industrie sucrière⁴⁴ et a conclu des accords de concession de terres au Soudan, en Éthiopie et à Djibouti. Les richesses prouvées et potentielles du sous-sol du Nord malien impliquent des stratégies de positionnement et d'éviction qui participent à la pérennité du conflit, à son déroulement ou sa résolution. L'Algérie se trouve parallèlement isolée diplomatiquement, au profit de la CEDEAO, mais aussi au sein de la Ligue arabe où les monarchies conservatrices du Golfe appuient les soulèvements.

L'Algérie cherche donc à instaurer des relations consensuelles avec ses nouveaux voisins, à l'image de sa démarche de prise en charge politique et stratégique du Sahara algérien. Sur le plan financier, avant la chute d'Amadou Toumani Touré, Alger et Bamako avaient entamé un rapprochement qui s'était conclu par le don d'une aide de 10 millions de dollars pour le nord du Mali en juin 2011 ; ce geste mettait un terme à plusieurs années de méfiance dans la gestion de la menace terroriste. Peu après la chute de Ben Ali, Alger accorde une aide de 100 millions de dollars à la Tunisie sous la forme d'un prêt de 40 millions de dollars à 1 % d'intérêt, d'un prêt de 50 millions de dollars sans intérêt et d'un don de 10 millions de dollars⁴⁵. Ce sont aussi 5 milliards de dollars qui ont été prêtés au Fonds monétaire international à l'automne 2012, 902 millions de dollars de dettes qui ont été annulées pour 14 pays africains (principalement sahéliens) en 2013⁴⁶, et 3 milliards d'annulation de dettes à 10 pays africains en 2012⁴⁷. Sur le plan militaire, fin 2011, des exercices de formation ont été réalisés avec des forces spéciales maliennes et nigériennes. Durant la crise, des armes furent livrées par Alger à l'armée malienne alors que la CEDEAO maintenait son blocus⁴⁸. Mais la volonté algérienne d'inclure dans les négociations le groupe

⁴² *leblogfinance.com*, 3 février 2013.

⁴³ *Sahel intelligence*, 20 juillet 2012.

⁴⁴ *La Lettre du continent*, n° 663, 17 juillet 2013.

⁴⁵ *AFP*, 16 mars 2011.

⁴⁶ *El Watan*, 21 juin 2013.

⁴⁷ *El Watan*, 31 juillet 2012.

⁴⁸ *Le Katois*, 7 novembre 2012.

Ansar Eddine d'Iyad Ag Ghali, ancien négociateur des rébellions touaregs et intermédiaire dans la libération d'otages, a affaibli sa position vis-à-vis de Bamako, malgré sa défense de l'intégrité territoriale malienne. Alger et Niamey possèdent une commission bilatérale frontalière qui assure des échanges réguliers, et les deux États ont hébergé des membres de la famille de Kadhafi. Dans son Sud-Est, l'Algérie participe à la reconstruction des services de sécurité libyens et appuie la Tunisie face aux djihadistes du djebel Chaâmbi depuis le printemps 2013. Il ne lui resterait plus qu'à donner forme au centre d'état-major opérationnel conjoint (Cémoc) de Tamanrasset, qu'elle domine face à ses partenaires malien, nigérien et mauritanien, mais qui est aussi critiqué depuis sa création pour son inactivité. Les politiques mises en œuvre par Alger dans ses périphéries sud, intérieure et extérieure, constituent une première réponse aux bouleversements ayant suivi l'immolation de Mohamed Bouazizi en décembre 2010 à Sidi Bouzid.

Répondre aux incertitudes

Les risques de déstabilisation de l'espace saharo-sahélien, incluant le Sahara algérien, renvoient, dans l'imaginaire traditionnel du nationalisme algérien, au projet d'amputation du Sud algérien au sein d'un ensemble saharien plus large, durant la guerre d'Algérie et après les premières découvertes sur le gisement de Hassi-Messaoud en janvier 1956⁴⁹. La souveraineté algérienne sur ces régions était indiscutable lors des négociations d'Évian menées par Krim Belkacem, en dépit des concessions secrètes accordées à la France au Sahara⁵⁰. C'est pourquoi le spectre de la partition territoriale, vieille antienne multi-usage du discours officiel, est l'une des conséquences évoquées de la situation actuelle⁵¹. Celle-ci influe également sur les équilibres

⁴⁹ André Bourgeot, « Le Sahara : espace géostratégique et enjeux politiques (Niger) », *Autrepart*, n° 16, 2000, p. 21-48 ; Hocine Malti, *Histoire secrète du pétrole algérien*, Paris, La Découverte, 2010.

⁵⁰ Celles-ci concernent les bases de la région de Reggane, où eurent lieu les essais nucléaires français jusqu'à leur restitution en 1967, et dans la région de Bechar, où furent testés en secret des missiles et des armes chimiques et qui ne fut rendue qu'en 1978 ; Patrice Bouveret, « France-Algérie : un héritage radioactif empoisonné », *Dynamiques internationales*, n° 7, octobre 2012.

⁵¹ Par exemple, *Le Soir d'Algérie*, 10 avril 2012.

au sein du pouvoir entre une aile sécuritaire reconstituée qui reprend en main la Sonatrach, les principaux partis politiques, et durcit la répression de la contestation⁵², et l'aile d'un président, revenu après 80 jours d'hospitalisation à l'étranger, qui délègue la gestion de l'État à son frère. Les transitions politiques sont des moments d'instabilité particuliers en Algérie⁵³, durant lesquels les stratégies d'apaisement sont autant d'éléments d'une volonté de préservation. La mise en retrait du président Bouteflika, les pouvoirs étendus des militaires et la montée de la contestation s'ajoutent aux incertitudes des trajectoires des transitions tunisienne et libyenne, et à leurs effets sur la politique et la sécurité de la région.

Les menaces, certes, mais plus globalement les enjeux stratégiques, politiques, économiques et environnementaux, rassemblent les États maghrébins et les États saharo-sahéliens. Or, chacun de ces espaces enchevêtrés est envisagé de manière distincte en termes de géographie, d'organisations internationales, de culture, ou d'imaginaires qui opposent une Afrique noire à une Afrique blanche. Les rivalités maghrébines ont multiplié les organisations fantomatiques, empêché le fonctionnement des initiatives les plus poussées ou prévenu toute prise de décision ; les États saharo-sahéliens, bien que dotés d'organisations régionales importantes, sont plus faibles structurellement et plus sujets à l'influence des grandes puissances ; et il n'existe pas d'organisation régionale rassemblant l'ensemble de ces États : la Communauté des États saharo-sahéliens, héritée de la politique africaine de Kadhafi, exclut l'Algérie, le Sahara occidental et l'Éthiopie au profit du Maroc et de l'Érythrée. Les dernières décisions prises par Alger dans sa politique saharo-sahélienne démontrent la volonté de prise en charge des risques actuels et la nécessité de s'impliquer dans la reconstruction régionale : la politique extérieure algérienne a toujours été teintée d'un certain pragmatisme, mais celui-ci n'a pas limité l'expression de ses principes fondamentaux. Les modalités de la prise de décision et les positionnements de chaque centre de pouvoir

⁵² L'article « Sud : torturés pour avoir manifesté » fait état de plusieurs cas de torture dénoncés à la suite d'arrestation, par les services de sécurité ; *El Watan*, 24 mai 2013.

⁵³ Voir la série d'articles de Mustapha Benfodil, « Comment devient-on chef d'État en Algérie ? », *El Watan*, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 20 juillet 2013.

selon ces contextes intérieur et extérieur, pourraient informer sur les prochaines étapes de la politique saharo-sahélienne de l'Algérie.

Déjà, Alger semble rompre son « splendide isolement », comme le note le journal en ligne *Tout sur l'Algérie*⁵⁴, en renforçant sa coopération sécuritaire avec la Tunisie – par l'envoi de près de 10 000 soldats supplémentaires aux frontières est – et avec la Libye – dans l'appui à la reconstruction de son appareil sécuritaire – de façon à satisfaire ses partenaires occidentaux qui la pressent d'assumer un rôle de leader dans la gestion de la sécurité régionale ; cela s'accompagne, en outre, d'une transition politique interne gérée par le haut, qui se concrétisera dans l'élection présidentielle de 2014, qui verra probablement Bouteflika quitter son poste suite à son hospitalisation de près de 3 mois en France : de cette manière, le régime algérien donnera le change aux puissances mondiales et cherchera à ne plus apparaître comme le colosse aux pieds d'argile qu'elles l'accusaient d'être, tout en espérant contenir les troubles sociaux et la contestation politique de sa population.

⁵⁴ *Tout sur l'Algérie*, 7 août 2013.

